



N° Consultation SC3074

Etablissement Français du Sang

20 avenue du Stade de France 93218 La Plaine Saint Denis

SERVICES D'ASSURANCES, RESPONSABILITE CIVILE (RC) DES DIRIGEANTS ET FRAUDE

Appel d'offres

Article L.2124-1 et L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

8 ANNEXES (MENTIONNEES A L'ARTICLE 4 DU PRESENT CCAP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	6
3. DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1. Périmètre d'application du marché public	6
3.2. Mode de passation du marché public	6
3.3. Mode de dévolution du marché public	6
3.4. Forme du marché public	6
3.5. Estimation du marché public	7
3.6. Durée du marché public	7
3.7. Langue d'exécution du marché public	7
3.7.1. Principe	7
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	8
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	8
5.1. Développement durable	8
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.1.2. Performance énergétique	8
5.1.3. Clause d'insertion sociale	9
5.1. Modalités d'exécution du marché public	9
5.2. Vérification et admission	9
5.3. Pénalités	9
5.3.1. Pénalités de retard	9
5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution	9
5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	10
5.4. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	10
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	10
6.1. Réunions de suivi	10
6.2. Relations entre les parties	10

6.3. Confidentialité	11
6.3.1. Obligations générales du Titulaire	11
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	12
6.3.3. Clause d'incontestabilité	12
6.3.4. Co-assurance	12
6.3.5. Traitement et protection des données personnelles	12
6.3.6. Sécurité système(s) d'information(s) - SSI	14
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	15
7.1. Modifications relatives au Titulaire	15
7.2. Modifications relatives au marché public	15
7.3. Clause de réexamen – modification(s) des prix	15
7.4. Clause de réexamen – changement (membre(s) groupement(s)	16
7.5. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	16
7.6. Evolutions administratives	16
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	17
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	17
9.1. Caractère des prix	17
9.2. Contenu des prix	17
9.3. Forme et révision des prix	17
9.4. Clause de sauvegarde	18
9.5. Avance(s)	18
9.6. Modalités de facturation et de règlement	18
9.6.1. Facturation	18
9.6.2. Dématérialisation des factures	19
9.6.3. Délai global de paiement	19
9.6.4. Suspension du délai global de paiement	19
9.6.5. Intérêts moratoires	20
9.6.6. Nantissement et cession de créance	20
9.6.7. Renseignement d'ordre comptable	20
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	20
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	21
11.1. Résiliation unilatérale à l'initiative de l'assureur titulaire	21

11.2. Résiliation unilatérale à l'initiative du pouvoir adjudicateur	21
11.2.1. Résiliation du pouvoir adjudicateur/souscripteur par application du code des assurances	21
11.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	21
11.2.3. Résiliation aux torts et griefs du titulaire	22
11.2.4. Résiliation pour cause(s) extérieure(s) au marché	22
11.3. Exécution aux frais et risques	23
12. LITIGES	23
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	23

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Comptables assignataires : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir(s) adjudicateur(s) :

- l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) :

- pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Services : Les services d'assurances prévues par le présent marché public, responsabilité civile (RC) des dirigeants et fraude(s)

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet la souscription et la gestion des services d'assurance(s), pour le compte de l'EFS, afin de garantir ce dernier contre les catégories de risques suivantes :

- La responsabilité civile des dirigeants (RCD)
- Les actes frauduleux

Le présent CCAP définit les conditions administratives d'exécution des prestations.

Le descriptif technique et les conditions techniques d'exécution des prestations sont définies, explicitées dans le CCTP.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Périmètre d'application du marché public

La souscription et la gestion des services d'assurance(s) prévues par le présent marché public concernent également les activités de DIAGAST, filiale de l'EFS (société de droit privé), conformément au principe de la mutualisation des assurances entre société mère et sa filiale.

La couverture assurancielle couvre ainsi les activités de l'EFS et de sa filiale DIAGAST, dans l'intérêt du groupe, par application des dispositions de l'article L.225-35 du code de commerce.

3.2. Mode de passation du marché public

La consultation est engagée sous la forme d'une procédure formalisée, en l'occurrence un appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-1 et L.2124-2 du code de la commande publique, ainsi qu'aux articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

3.3. Mode de dévolution du marché public

La présente consultation est allotie en deux (2) lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

Lot n°1	Lot n°2
La responsabilité civile des dirigeants (RC)	Les actes frauduleux

3.4. Forme du marché public

Le présent marché public constitue un marché public conclu à **prix global et forfaitaire.**

Il s'agit de prime(s) forfaitaire(s) annuelle(s) d'assurance(s), lesquelles donnent lieu, à l'émission de bons de commande(s) de gestion, interne(s) à l'EFS.

Les prestations relevant de chacune des parties sont indiquées au CCAP et au CCTP.

3.5. Estimation du marché public

Les montants renseignés ci-dessous sont des montants estimatifs, dépourvus de valeur contractuelle. Ces montants sont renseignés en HT :

Lot(s)	Estimation sur une année	Estimation sur la durée totale de validité (4 ans)
Lot n°1 – responsabilité civile des dirigeants	20 000 euros HT	80 000 euros HT
Lot n°2 – actes frauduleux	49 700 euros HT	200 000 euros HT
TOTAL (tout lot(s) confondu(s))	69 700 euros HT	280 000 euros HT

3.6. Durée du marché public

Le présent marché public prend effet à compter du 1^{er} avril 2026 ou à sa date de notification au Titulaire si elle est postérieure à celle-ci, pour une durée ferme de 48 mois.

L'assureur titulaire peut demander la résiliation unilatérale du présent marché public, avant son échéance, sous réserve de respecter les conditions prévues à cet effet à l'article 11.1 du présent CCAP.

3.7. Langue d'exécution du marché public

3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, le bordereau des prix (BP) ;
- Le présent CCAP commun aux deux lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 relative au système(s) d'information(s) SSI (exigences sécurité données informatiques)
 - Annexe n°2 - Rapport d'activité 2024
 - Annexe n°3 - Organigramme Siège
 - Annexe n°4 - Organigramme National
 - Annexe n°5 - Organigrammes DIAGAST
 - Annexe n°6 - Comptes sociaux de l'EFS 2024
 - Annexe n°7 - Rapport aux comptes DIAGAST 2024
 - Annexe n°8 - Bilan DIAGAST IBERICA 2024
- Le CCTP commun aux deux lots et son annexe en fonction de chaque lot :
- Attestation de non-sinistralité relative au lot n°1 – Responsabilité civile des dirigeants
- Attestation de non-sinistralité relative au lot n°2 – Fraude
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Les dispositions du CCAP et du CCTP prévalent, sans exception(s), sur toute condition d'assurance, générale(s) et/ou particulière(s) opposée(s) par le titulaire, excepté pour les réserves jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire est incité à utiliser une plateforme dématérialisée pour l'échange de données et la transmission de documents, afin de limiter l'utilisation de supports papier et de réduire l'empreinte environnementale.

Le Titulaire s'engage à privilégier les réunions à distance pour réduire les déplacements.

5.1.2. Performance énergétique

Sans objet.

5.1.3. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

5.1. Modalités d'exécution du marché public

La notification du présent marché public au Titulaire vaut démarrage d'exécution des prestations.

5.2. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

5.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.3.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande. Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités suivantes :

Manquement(s)	Montant de pénalité(s) forfaitaire(s)
Non communication de l'état des sinistres à la demande de l'EFS	100 euros par jour calendaire de retard
Tout autre retard	50 euros par jour calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché public pour chacun des lots.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros pour chacun des lots.

5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté, notamment si manquement caractérisé aux obligations générales ou spécifiques du Titulaire, avant une potentielle résiliation immédiate.

Par ailleurs, en cas de manquement aux exigences RGPD prévues à l'article 6.3.5 du présent CCAP ou aux obligations de confidentialité renseignées à l'article 6.3 du CCAP, le Titulaire encourt une pénalité spécifique de 150 euros par manquement constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.4. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunions de suivi

. L'EFS prévoit à minima une réunion de suivi par an pour faire le point sur le marché. D'autres réunions pourront être organisées à la demande de l'EFS.

6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec l'EFS. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des services dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects techniques et administratifs.

6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3.1. Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

Les obligations spécifiques et complémentaires à charge du Titulaire sont respectivement prévues dans les CCTP propres à chacun des lots.

6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.3.3. Clause d'incontestabilité

Par la présente clause, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance et se soumet à l'intégralité des obligations contractuelles, tant celles administratives que techniques, prévues à la fois par le CCAP et le CCTP, **et ce sans exception(s).**

Le titulaire déclare ainsi avoir pris connaissance des risques « assurables », des biens garantis, des niveaux de garantie ainsi que des activités exercées et la matérialité des risques.

En conséquence, l'assureur titulaire ne pourra, en cours d'exécution des prestations, se prévaloir de toute(s) déclaration(s) de l'assuré, de toute(s) erreur(s) ou de tout(s) omission(s).

6.3.4. Co-assurance

Si le Titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement est engagé à hauteur de sa participation à la co-assurance.

La co-assurance s'exerce dans les conditions prévues à cet effet par le code des assurances.

L'apôtreur désigné dans l'Acte d'Engagement (AE) représente, le cas échéant, l'ensemble des co-assureurs prestataires et membres du groupement, vis-à-vis de l'Etablissement Français du Sang (EFS).

6.3.5. Traitement et protection des données personnelles

Le présent marché public comporte des exigences en matière de traitement et de protection des données personnelles.

L'EFS et le Titulaire, sont responsables indépendants des traitements liés à la mise à disposition des services d'assurance prévus dans le cadre du présent marché.

Les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Description des traitements de données à caractère personnel

L'EFS agit en qualité de responsable de traitement des activités de traitement relatives au :

- **Pour le lot n°1 :**

Recueil et mise à disposition des données à caractère personnel des dirigeants de l'EFS et de ses filiales, afin de couvrir les conséquences financières (prise en charge ou remboursement) liées à leur défense et à la mise en cause de leur responsabilité civile dans l'exercice de leurs fonctions.

- **Pour le lot n°2 :**

Recueil et mise à disposition des données à caractère personnel liées aux actes malveillants commis par des préposés, afin de couvrir les conséquences financières pour l'EFS et ses filiales.

Le titulaire agit en qualité de responsable de traitement pour les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de la passation, de la gestion et de l'exécution des services d'assurance. Plus précisément, le Titulaire est responsable des données collectées par l'EFS à compter de leur remise pour instruction d'une demande indemnitaire.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les données mises à disposition par l'EFS que pour les seules finalités objet du présent marché. Il ne pourra traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité que s'il a obtenu le consentement préalable de la personne concernée, si le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice dans le contexte de procédures administratives, réglementaires ou judiciaires spécifiques ; ou si le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique.

Les catégories de personnes concernées par les traitements mis en œuvre par le Titulaire sont :

- Les personnes couvertes par le contrat d'assurance (dirigeants passés, présents et futurs de l'EFS et de ses filiales, tels que décrits dans le présent marché).
- Les personnels de l'EFS ou les tiers impliqués dans les dossiers engageant la responsabilité civile des dirigeants de l'EFS ou de sa filiale.
- Les personnes impliquées dans les dossiers d'actes frauduleux.

Les catégories de données à caractère personnel collectées par le Titulaire sont les suivantes :

- Données d'identification (Nom, prénom, coordonnées téléphoniques et physiques, si nécessaire, copie d'une pièce d'identité).
- Données relatives à la situation professionnelle.
- Données relatives à la détermination ou à l'évaluation des préjudices et des prestations.
- Données d'infraction.

Chaque Partie veille à ce que les données à caractère personnel soient exactes et, si nécessaire, tenues à jour, et garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché. Le Titulaire prend toutes les mesures raisonnables pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard à la ou aux finalités du traitement, soient effacées ou rectifiées sans tarder.

Si une des Parties se rend compte que les données à caractère personnel qu'elle a transférées ou reçues sont inexactes, ou sont obsolètes, elle en informe l'autre Partie dans les meilleurs délais.

Le Titulaire veille à ce que les données à caractère personnel soient adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de la ou des finalités du traitement.

Sort des données à caractère personnel

Le Titulaire ne conserve pas les données à caractère personnel plus longtemps que ce qui est nécessaire à la ou les finalités pour lesquelles elles sont traitées. Ils mettent en place des mesures techniques ou organisationnelles appropriées pour garantir le respect de cette obligation, notamment l'effacement ou l'anonymisation des données et de toutes leurs sauvegardes à la fin de la période de conservation.

Mesures de sécurité

L'EFS et le titulaire prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des risques présentés par les traitements et ce, afin de garantir un niveau de sécurité et de confidentialité maximal de ces données et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées et que des personnes non autorisées y aient accès, d'une quelconque manière que ce soit.

A ce titre, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures telles que détaillées dans les exigences de sécurité des systèmes d'information (SSI) de l'EFS. Les Parties s'engagent également à mettre en œuvre le chiffrement des données personnelles pour chaque transfert.

Transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers

Tout transfert de données à caractère personnel par le Titulaire vers un pays tiers ou vers une organisation internationale doit faire l'objet de mesures appropriées et conformes à la réglementation en vigueur. Lorsque le pays tiers ne fait pas l'objet d'une décision d'adéquation adoptée par la Commission européenne, le Titulaire doit adopter un mécanisme de transfert approprié et conforme à la réglementation en vigueur préalablement à tout transfert parmi lesquels figure la conclusion de clauses contractuelles types de la Commission européenne et, dans le cas d'un transfert vers les Etats-Unis, le respect des recommandations de la CNIL et du CEPD.

Droit d'information des personnes concernées :

Il appartient à l'EFS de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Exercice des droits des personnes

Chaque Partie, en tant que responsable de traitement, est tenue de permettre aux personnes concernées d'exercer leurs droits conformément à la réglementation en vigueur.

Assistance et coopération

Chaque Partie fournira une assistance raisonnable et coopérera avec l'autre Partie dans la mesure du raisonnable pour répondre aux demandes ou réclamations reçues des personnes concernées ou des autorités de contrôle.

Documentation

Le Titulaire met à disposition de l'EFS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes leurs obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'EFS ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'EFS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Analyse d'impact relative à la protection des données

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire aide l'EFS pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données rendues obligatoires lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

Le Titulaire aide l'EFS pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle lorsque l'analyse d'impact susmentionnée indique que le traitement pourrait présenter un risque élevé si le responsable des traitements ne prend pas de mesures nécessaires pour atténuer ce risque.

6.3.6. Sécurité système(s) d'information(s) - SSI

Le présent marché public comporte des exigences SSI prévues en annexe au présent CCAP.

Voir annexe n°1 au présent CCAP.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire, sur la base de l'article R.2194-6 du code de la commande publique, pour cause de substitution de Titulaire.

7.2. Modifications relatives au marché public

Le présent marché public peut être modifié par voie d'avenant, conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, d'un accord commun entre les parties co-contractantes, dans le respect des hypothèses alternatives prévues à cet effet aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

7.3. Clause de réexamen – modification(s) des prix

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra mettre en œuvre, en cours d'exécution des prestations, la présente clause de réexamen, dans les cas prévus ci-après.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, il est prévu la clause de réexamen suivante, à l'effet pour les partenaires contractuels, de façon alternative ou cumulative :

- Revoir le montant de la prime forfaitaire annuelle d'assurance, par application de la clause de sauvegarde prévue à l'article 9.4 du présent CCAP. **En cas d'atteinte ou de dépassement du seuil de 10% prévu par la clause de sauvegarde,** les parties co-contractantes se réservent le droit de se rapprocher, de revoir et de négocier le montant de prime(s) forfaitaire(s) annuelle(s), d'un accord commun.
- Réduire, voire supprimer le périmètre des risques à garantir, **en cas de hausse de la sinistralité, dès lors que le ratio S/P (sinistre(s) sur prime(s) atteint ou excède 70%.** Les parties conviennent de se rapprocher pour établir un avenant sur le(s) poste(s) de garantie(s) le(s) plus impacté(s).

L'accord commun sur la modification du montant de prime(s) et ou la réduction/suppression de poste(s) de(s) garantie(s) concerné(s) entre les parties co-contractantes est matérialisé par la signature d'un avenant, pris sur la base des dispositions des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique.

7.4. Clause de réexamen – changement (membre(s) groupement(s))

Le présent marché public comporte une clause de réexamen, à l'effet d'anticiper, en cours d'exécution des prestations, le changement potentiel d'un ou plusieurs membres du groupement titulaire.

Cette clause est applicable dès lors que, en cours d'exécution des prestations, une entreprise membre du groupement informe le pouvoir adjudicateur de son intention de résilier de façon unilatérale le marché, pour la part des prestations exécutées par cet opérateur, et ce avant échéance du présent marché public, moyennant respect du délai de préavis prévu à l'article L.113-12 du code des assurances, et ce quel que soit le motif de résiliation.

Dans pareil cas, et ce quel que soit le motif de la résiliation unilatérale, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, d'y substituer ce membre du groupement par un autre prestataire.

Le remplacement d'un membre du groupement, en cours d'exécution du présent marché public par un autre prestataire se fait sans publicité ni mise en concurrence, par application de la présente clause de réexamen, en pleine conformité avec les dispositions des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique.

Le remplacement d'un membre de groupement en cours d'exécution du présent marché public peut également se faire en cas d'une opération de restructuration affectant l'un des membres du groupement, par application des dispositions de l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique.

Les conditions d'exécution du présent marché public sont inchangées et restent strictement identiques.

7.5. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.6. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Caractère des prix

Il s'agit d'un marché passé à prix global et forfaitaire.

9.2. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque(s) et les marges bénéficiaire(s) du Titulaire.

Les prix proposés (primes d'assurances), sont des prix nets toutes taxes comprises incluant toutes les taxes auxquelles sont soumis les marchés d'assurances, **et ce sans exception(s).**

Les éventuels frais de gestion, frais de courtage ou autres sont également inclus dans le montant de la prime d'assurance.

Le taux de prime s'entend frais d'émission des pièces inclus.

9.3. Forme et révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la hausse comme à la baisse, à la date d'anniversaire du présent marché public.

La révision sera effectuée en fonction de l'évolution de la sinistralité constatée à n-1 ainsi que des évolutions légales et réglementaires susceptibles d'impacter les montants de prime(s) forfaitaire(s) d'assurance(s).

Le Titulaire transmet sa demande de révision des prix, au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du présent marché public.

La demande de révision de prix doit comporter :

- Les nouveaux prix révisés, à la hausse ou à la baisse
- Le pourcentage d'augmentation du nouveau prix révisé par rapport au prix initial et en comparaison avec le pourcentage d'augmentation limite défini par la clause de sauvegarde prévue à l'article 9.4 du présent CCAP
- Les justificatifs à l'appui de la demande de révision des prix

La demande de révision de prix est soumise à contrôle du pouvoir adjudicateur.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans les deux (2) mois qui suivent la date de réception de la demande de révision de prix vaut approbation implicite des prix révisés.

La révision de prix prend effet à la date d'anniversaire du présent marché public.

Les modalités de révision des prix ainsi explicitées prévalent, sans exception(s), sur les conditions générales et particulières du Titulaire, y compris en cas de contradiction(s).

Les modalités de révision des prix ainsi définies et explicitées n'ont pas pour effet de permettre au Titulaire de réviser de façon unilatérale, en dehors de tout contrôle de l'EFS, le montant de prime(s) forfaitaire(s) annuelle(s).

9.4. Clause de sauvegarde

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 10% maximum.

Dès lors que la variation de prix dépasse le pourcentage fixé précité, l'EFS se réserve unilatéralement le droit, de façon alternative :

- Soit de mettre en œuvre la clause de réexamen - modification(s) des prix prévus à l'article 7.3 du présent CCAP
- Soit de résilier le présent marché public de façon unilatérale, c'est-à-dire sans l'accord du partenaire contractuel, et sans que le Titulaire, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, puisse prétendre à quelque(s) indemnité(s). Le Titulaire est soumis au respect du délai de préavis prévu à l'article 11.1 du présent CCAP avant prise d'effet de la résiliation unilatérale.

9.5. Avance(s)

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.6. Modalités de facturation et de règlement

9.6.1. Facturation

Après émission annuelle du bon de commande interne, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'un appel de prime, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les appels de prime comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

Pour chaque lot, les appels de prime et de cotisation sont adressés, dans un délai maximum de trois mois à compter, pour la première période d'assurance, de la date de prise d'effet du contrat, et pour

les périodes suivantes, de son échéance annuelle. Les appels de primes transmis sont exhaustifs et justifient les sommes dues.

9.6.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.6.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies dans le CCAP et le CCTP, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

A réception de la police d'assurance par l'assuré, ce dernier devra s'acquitter dans un délai maximum de 90 jours du paiement de la totalité de la prime provisionnelle.

9.6.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.6.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.6.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.6.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Principal de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

11.1. Résiliation unilatérale à l'initiative de l'assureur titulaire

L'assureur titulaire peut résilier de plein droit le présent marché public à son échéance annuelle, moyennant le respect du délai de préavis mentionné ci-dessous.

Il est formellement convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre telle que prévue à l'article R.113-10 du code des assurances.

L'assureur peut résilier le présent marché public de façon unilatérale, c'est-à-dire sans l'accord du pouvoir adjudicateur, dans les hypothèses alternatives prévues par le code des assurances.

Toutefois, la résiliation à l'initiative de l'assureur titulaire ne peut être effective que sous réserve de respecter certaines conditions, et moyennant certaines précautions.

En effet, **le pouvoir adjudicateur impose le respect d'un délai de préavis d'une durée de quatre (4) mois au titulaire, à compter de la réception du courrier de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur.**

Ce délai de préavis est justifié par des raisons impérieuses relevant de l'intérêt général, compte tenu de la nécessité de garantir une couverture assurancielle à l'EFS s'agissant de la prise en charge d'une activité de service public, en l'occurrence le service public transfusionnel. Un défaut d'assurance serait de nature à compromettre l'exercice des missions de service public imparties à l'EFS en cas de sinistre majeur.

Ce délai de préavis, justifié par des exigences de service public, doit permettre à l'EFS de relancer une procédure avec publicité et mise en concurrence.

Si l'assureur oppose un refus d'exécution au pouvoir adjudicateur avant échéance de ce délai de préavis, alors ce dernier pourra résilier de façon unilatérale, sans l'accord de l'assureur titulaire, le présent marché public aux torts et aux griefs du titulaire.

La résiliation pour faute du titulaire est prononcée en respectant les dispositions de l'article 11.3 du présent CCAP.

La résiliation unilatérale du présent marché public à l'initiative de l'assureur titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité(s) compensatrice à la rupture des relations contractuelles.

11.2. Résiliation unilatérale à l'initiative du pouvoir adjudicateur

La résiliation unilatérale peut être prononcée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, sans l'accord du partenaire contractuel, suivant les motifs alternatifs et conditions prévues ci-après.

11.2.1. Résiliation du pouvoir adjudicateur/souscripteur par application du code des assurances

Le présent marché public peut être résilié de plein droit à l'initiative du pouvoir adjudicateur, par application des dispositions de l'article L.113-12 du code des assurances.

Les délais de prise d'effet de résiliation(s) fixé(s) par les articles L.113-4 et L.113-9 du code des assurances sont portés à quatre (4) mois, conformément au délai de préavis explicité à l'article 11.1 du présent CCAP.

11.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, tant en termes de montant(s) que de quantité(s), aucune indemnité n'est due dans ce cas. Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, l'acheteur public peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, le titulaire ne bénéficie pas d'une indemnité au titre de la rupture des relations contractuelles pour cause de motif d'intérêt général à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2.3. Résiliation aux torts et griefs du titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité(s) pour le titulaire.

11.2.4. Résiliation pour cause(s) extérieure(s) au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

11.3. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas, et selon les modalités prévues à cet effet à l'article 45 du CCAG FCS.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>